



# Alertes et Mises à Jour Réglementaires

## **Alerte Réglementaire: MEXIQUE – Manifestation de valeur électronique (eMV).**

11 décembre 2025

### **1.- Contexte**

Les importateurs officiels (Importer of Record) doivent déposer le Manifeste de valeur (eMV) par voie électronique via le Guichet unique du commerce extérieur du Mexique (Ventanilla Única de Comercio Exterior Mexicano, VUCEM), avec les pièces justificatives, en utilisant leurs signatures électroniques respectives. Les commissionnaires en douane utiliseront ensuite ces eMV pour établir les documents d'entrée formels ("pedimentos") pour les importations formelles.

Initialement prévu comme obligatoire le 9 décembre 2025, cet impératif devient optionnel pour la période allant du 9 décembre 2025 au 31 mars 2026, avec une date d'entrée en vigueur obligatoire fixée au 1er avril 2026.

Les Manifestes électroniques de valeur (eMV) ne sont pas requis pour les envois express d'une valeur inférieure à 2 \$500 américains et dédouanés au moyen de pedimentos ou documents d'entrée simplifiés, globaux, de type T1.

### **2.- Ce qui change**

Actuellement optionnel et effectivement obligatoire au 1er avril 2026:

- a. Le Manifestation de valeur papier (MV), signé manuscritement par les Importateurs en titre pour certaines importations formelles, sera remplacé par la Manifestation de valeur électronique (eMV) déposée par les Importateurs en titre dans le VUCEM, en utilisant leurs propres signatures électroniques (« e.firma »). Dans la soirée du 8 décembre, l'autorité mexicaine a modifié la date d'entrée en vigueur obligatoire, la reportant au 1er avril 2026.
- b. À cette fin, sur demande du client, FedEx fournira au client importateur officiel le e-document nécessaire pour attester le coût du fret ou du transport de l'envoi jusqu'au port et au moment d'entrée sur le territoire mexicain, afin que le client puisse l'utiliser pour déposer son eMV.
- c. Le e-document sera fourni au client importateur officiel par le personnel du gateway FedEx selon la procédure habituelle, généralement par courriel. En cas de changement, l'information sera communiquée aux clients au cas par cas, selon les gateways.

### **3.- Foire aux questions**

**Q 1 – Pouvez-vous expliquer en quoi consiste cette nouvelle réglementation?**

R1 - Il ne s'agit pas d'une nouvelle réglementation, mais seulement d'un changement dans la manière de se conformer à la réglementation existante. Le Mexique adhère à l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane, qui normalise les méthodes de détermination de la valeur des marchandises importées pour les droits de douane. Il s'agit de l'accord international contraignant qui établit une méthode principale fondée sur la « valeur transactionnelle » (le prix payé ou à payer pour les marchandises) et prévoit une hiérarchie de méthodes alternatives si la valeur transactionnelle ne peut pas être utilisée.

Outre le coût des marchandises, la « valeur transactionnelle » comprend des éléments d'ajustement positifs et négatifs, dont l'un est le coût du fret ou du transport jusqu'au point et au moment d'entrée sur le territoire mexicain. Les éléments positifs sont donc inclus dans la base utilisée pour calculer les droits et taxes à l'importation, également appelée « Valeur en douane ».

En vertu des lois et règlements en vigueur régissant le commerce extérieur, la Valeur en douane est calculée et déclarée par l'Importateur en titre et fournie au commissionnaire en douane pour le dédouanement. Il incombe à l'Importateur en titre de déterminer la valeur correcte des marchandises importées. Jusqu'à présent, la valeur déclarée est définie dans un document papier, connu sous le nom de Manifestation de valeur (MV), signé par l'Importateur, qui reste dans les dossiers des commissionnaires en douane. À compter du 9 décembre, le MV manuel sera remplacé par un dépôt électronique effectué par l'Importateur en titre.

**Q2 - Quand les changements entreront-ils en vigueur?**

R2 – Les Importateurs en titre peuvent déjà, à titre optionnel, déposer la Manifestation de valeur sous forme électronique. Le processus devrait devenir obligatoire le 1er avril 2026.

**Q3 – Comment les Importateurs en titre sauront-ils si l'eMV a été déposée avec succès dans le Guichet Unique (VUCEM)?**

R3 – Le VUCEM fournira un accusé électronique (« accuse ») lorsque le processus aura été mené à bien.

**Q4 – Comment les Importateurs en titre fourniront-ils les eMV déposées avec succès à leurs commissionnaires en douane désignés?**

R4 – Dans le cadre du processus de dépôt, les Importateurs en titre doivent enregistrer le RFC de leurs commissionnaires en douane désignés comme autorisés à consulter l'eMV finalisée à l'aide de l'option « RFC de Consulta » lors de la complétion de l'eMV. Cela permettra aux commissionnaires de consulter l'eMV et de la télécharger comme e-document pour finaliser le document d'entrée et le soumettre pour dédouanement.

À défaut, l'importateur officiel peut fournir directement au commissionnaire l'e-document téléchargé depuis le VUCEM, ou lui fournir les identifiants nécessaires (« sceaux numériques ») pour accéder au VUCEM au nom de l'importateur officiel lui-même.

**Q5 – Les envois express sont-ils concernés par ce changement?**

R5 – Il n'est pas nécessaire que les destinataires remplissent une Manifestation de valeur électronique (eMV) pour le traitement des envois express normalement dédouanés par FedEx au moyen d'un formulaire d'entrée simplifié et consolidé (pedimento de type T1). Cela couvre la plupart des envois de commerce électronique et des envois personnels de faible valeur livrés porte à porte par FedEx.

**Q6 – Y a-t-il d'autres amendements ou modifications au mode de dédouanement simplifié en cours?**

R6 – À ce stade, aucun autre amendement lié, prorogation ou ajustement n'est attendu.

## 5.- Références:

Septième résolution modifiant les Règles générales du commerce extérieur pour 2025 et son Annexe 2 (Séptima Resolución de modificaciones a las Reglas Generales de Comercio Exterior para 2025 y Anexo 2), disponible à :

[https://www.dof.gob.mx/nota\\_detalle.php?codigo=5776301&fecha=16/12/2025#gsc.tab=0](https://www.dof.gob.mx/nota_detalle.php?codigo=5776301&fecha=16/12/2025#gsc.tab=0)

- **Article 56, Fraction I de la Loi douanière mexicaine**

ARTÍCULO 56. Las cuotas, bases gravables, tipos de cambio de moneda, cuotas compensatorias, demás regulaciones y restricciones no arancelarias, precios estimados y prohibiciones aplicables, serán los que rijan en las siguientes fechas:

I. En importación temporal o definitiva; depósito fiscal; y elaboración, transformación o reparación en recinto fiscalizado:

a) .....

**b) En la que las mercancías crucen la línea divisoria internacional.**

**c) La de arribo de la aeronave que las transporte, al primer aeropuerto nacional.**

d) .....

- **Article 81 du Règlement de la Loi douanière mexicaine**

ARTÍCULO 81. Para efectos de lo dispuesto en el artículo 59, fracción III, primer párrafo de la Ley, los elementos que el importador deberá proporcionar anexo a la manifestación de valor son los siguientes documentos:

I. Factura comercial;

II. El conocimiento de embarque, lista de empaque, guía aérea o demás documentos de transporte;

III. El que compruebe el origen cuando corresponda, y de la procedencia de las Mercancías;

IV. En el que conste la garantía a que se refiere el inciso e), fracción I del artículo 36-A de la Ley

V. En el que conste el pago de las Mercancías, tales como la transferencia electrónica del pago o carta de crédito;

**VI. El relativo a los gastos de transporte, seguros y gastos conexos que correspondan a la operación de que se trate;**

VII. Contratos relacionados con la transacción de la Mercancía objeto de la operación;

VIII. Los que soporten los conceptos incrementables a que se refiere el artículo 65 de la Ley, y

IX. Cualquier otra información y documentación necesaria para la determinación de valor en aduana de la Mercancía de que se trate.

- **Règle générale 1.5.1. des Règles générales régissant le commerce extérieur (Reglas Generales de Comercio Exterior pour 2025)**

**1.5.1.** Para los efectos de los artículos 59, fracción III y 162, fracción VII, tercer párrafo de la Ley y 68, fracción IV, 81 y 220 del Reglamento, **quienes introduzcan mercancías a territorio nacional, deberán proporcionar a la autoridad aduanera la manifestación de valor**, de conformidad con lo siguiente:

I. Transmitir a través de la Ventanilla Digital, el formato E2 “Manifestación de Valor”, contenido en el Anexo 1, con la información y documentación correspondiente, por cada operación de comercio exterior.

II. El importador podrá señalar la clave en el RFC de las personas, agente aduanal o agencia aduanal, que podrán consultar y, en su caso, descargar el formato E2 “Manifestación de Valor”, contenido en el Anexo 1 y sus anexos.

III. Declarar en el pedimento el e-document que corresponda.

IV. El formato E2 “Manifestación de Valor”, contenido en el Anexo 1 y sus anexos deberán conservarse por el importador en documento digital, por el plazo que señala el artículo 30 del CFF.

En caso de no haber señalado al agente aduanal o agencia aduanal como persona autorizada para consultar y, en su caso, descargar el formato E2 “Manifestación de Valor”, contenido en el Anexo 1, este deberá entregarse en documento digital al

agente aduanal que hubiera realizado el despacho aduanero de la operación de comercio exterior.

- V.** Cuando la información declarada o la documentación anexa al formato E2 “Manifestación de Valor”, contenido en el Anexo 1, hubiera sido incompleta o con datos inexactos, deberá generarse un nuevo formato en la Ventanilla Digital, al cual adicionalmente se le deberá adjuntar el formato electrónico D9 “Formulario múltiple de pago para comercio exterior”, contenido en el Anexo 1, con el pago de la multa establecida en el artículo 185, fracción II de la Ley.

En caso de afectar el valor declarado en el pedimento, este deberá ser rectificado de conformidad con la regla 6.1.1., cuando proceda.

- VI.** No procederá lo señalado en la fracción V de la presente regla en los siguientes casos:

- a)** Cuando el mecanismo de selección automatizado determine la práctica del reconocimiento aduanero, únicamente procederá hasta que este hubiera concluido.
- b)** Durante el ejercicio de las facultades de comprobación, salvo en aquellos casos donde el contribuyente proceda a corregir su situación fiscal o aduanera.

- VII.** No será necesario elaborar ni transmitir el formato E2 “Manifestación de valor”, contenido en el Anexo 1 y sus anexos a través de la Ventanilla Digital, en los siguientes casos:

- a)** Cuando se importe mercancía que hubiera sido exportada en forma definitiva, que no hubiera sido retornada al territorio nacional dentro del plazo a que se refiere el artículo 103 de la Ley, pudiendo declarar como valor en aduana el valor comercial manifestado en el pedimento de exportación.
- b)** Se retornen al país sin el pago del IGI mercancías nacionales o nacionalizadas exportadas en definitiva siempre que no hayan sido objeto de modificaciones en el extranjero, ni haya transcurrido más de un año desde su salida del territorio nacional, de conformidad con el artículo 103 de la Ley.
- c)** Se retornen a territorio nacional mercancías exportadas temporalmente al amparo del artículo 116, fracciones I, II y III de la Ley.
- d)** Se trate de las importaciones temporales señaladas en el artículo 106, fracciones II, inciso a) o IV, inciso b) de la Ley.

*Ley 59, 59-A, 59-B, 64, 103, 106, 116, 162, 185, CFF 30, Reglamento 68, 81, 220, RGCE 4.5.30., 6.1.1., Anexo 1*